

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Wahlen in kantonale Parlamente
Akteure	Basel-Stadt
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2021

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Bühlmann, Marc
Ehinger, Paul
Gilg, Peter
Heer, Elia
Hohl, Sabine
Holenstein, Katrin
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Süri, Daniel

Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Bühlmann, Marc; Ehinger, Paul; Gilg, Peter; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Holenstein, Katrin; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Süri, Daniel 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen in kantonale Parlamente, Basel-Stadt, 1972 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Föderativer Aufbau	1
Beziehungen zwischen Bund und Kantonen	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	3
Wahlen in kantonale Regierungen	11
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	12
Parteien	12
Liberales Parteien	12

Abkürzungsverzeichnis

SPK-SR	Staatspolitische Kommission des Ständerats
GDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren
SPK-NR	Staatspolitische Kommission des Nationalrats
ZGB	Zivilgesetzbuch
BV	Bundesverfassung
USR III	Unternehmenssteuerreform III

CIP-CE	Commission des institutions politiques du Conseil des États
CDS	Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé
CIP-CN	Commission des institutions politiques du Conseil national
CC	Code civil
Cst	Constitution fédérale
RIE III	Réforme de l'imposition des entreprises III

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Föderativer Aufbau

Beziehungen zwischen Bund und Kantonen

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 01.02.2019
DIANE PORCELLANA

La CIP-CN propose, comme le Conseil fédéral, d'adopter le projet d'arrêté fédéral accordant la **garantie fédérale aux constitutions révisées des cantons de Schwyz, de Zoug, de Fribourg, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et d'Appenzell Rhodes-Intérieures**. Pour les cantons de Schwyz et de Fribourg, la modification apportée vise à davantage de transparence du financement de la vie politique. Le canton de Zoug précise le droit de vote suite à la révision des dispositions du Code civil (CC) relatives à la protection de l'adulte, au droit des personnes et au droit de la filiation. Le canton de Bâle-Ville souhaite l'abandon du quorum lors d'élections au Grand Conseil. Dans sa nouvelle constitution, il inscrit le droit au logement sous le titre «Garantie des droits fondamentaux» et instaure des mesures de protection du logement. Pour Bâle-Campagne, les membres du Conseil d'Etat ne pourront plus faire partie de l'Assemblée fédérale. Enfin, une nouvelle date pour le dépôt des initiatives est fixée dans la constitution d'Appenzell Rhodes-Intérieures.¹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 22.03.2019
DIANE PORCELLANA

Le Conseil des Etats et le Conseil national ont adopté le projet d'arrêté fédéral accordant la **garantie fédérale aux constitutions révisées** des cantons de Schwyz, de Zoug, de Fribourg, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et d'Appenzell Rhodes-Intérieures.²

Wahlen

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 05.03.1972
PAUL EHINGER

Les premières élections au niveau cantonal se déroulèrent dans le canton de Bâle-Ville le 5 mars. Pour le **Grand Conseil**, 932 candidats, chiffre record, briguaient les 130 sièges à repourvoir. La «National-Zeitung» résuma le résultat du scrutin en une formule d'une heureuse concision: «Avance de la gauche et de la droite, aux dépens du centre». De fait, l'Action nationale (AN) et les «Progressive Organisationen» de Bâle, ainsi que le PdT, apparenté à ces dernières – pour la ville de Bâle seulement – gagnèrent des sièges. Le PS et les libéraux purent conserver les leurs; mais le PRD, le PDC et les indépendants subirent des pertes sensibles. Un seul mandat échut à l'un des nombreux groupuscules en lice: parmi ceux-ci, l'un s'intitulait «Die Unzufriedenen», et un autre «Volksvertreter für Lebensfreude».

Le même jour avaient lieu **les élections au Conseil d'Etat**. Pour les sept sièges, on comptait 13 candidats. Seuls les socialistes réussirent à faire passer les trois leurs au premier tour. Encouragés par ce succès, ils en présentèrent au second tour un quatrième, en la personne du conseiller national Hubacher. Ce n'est qu'à ce moment-là que les partis bourgeois conclurent une alliance électorale, dans laquelle les libéraux renonçaient à une deuxième candidature, pourtant justifiée compte tenu de leur force, au profit des radicaux. C'est de cette manière que les partis au pouvoir purent maintenir leurs sièges, ainsi répartis: deux radicaux, un libéral, un démo-chrétien. Aucun des candidats des petites formations ne put entrevoir une victoire, que ce soit au premier ou au second tour; il en fut de même de celui de l'AN et de celui du PdT, malgré l'appui à ce dernier des «Progressive Organisationen». Le même sort était destiné à un socialiste dissident, présenté par un comité ad hoc.³

WAHLEN
DATUM: 02.04.1976
DANIEL SÜRI

A Bâle-Ville, onze formations politiques ont brigué, à fin mars, les suffrages des électeurs. A l'exception du MNA et de l'UDC, tout l'éventail politique suisse s'est engagé dans la campagne électorale. Le résultat de cette confrontation a permis au PRD de reconquérir une partie des sièges perdus en 1968 et 1972. Les socialistes poursuivent leur progression. Les POB (branche bâloise des Organisations progressistes) viennent sérieusement concurrencer le PdT qui, ayant perdu un mandat, retrouve une députation qui fut la sienne depuis 1960. L'échec enregistré par l'Alliance des indépendants entraîne une réduction sensible de son groupe. Celui-ci a diminué de

plus de moitié en l'espace de deux législatures. Les autres partis se maintiennent (libéraux et évangéliques) ou essuient de légères pertes (PDC et AN).

Ennuis pour les socialistes à Bâle-Ville. Par suite de la démission de deux de ses trois conseillers d'Etat, le PS désigna comme nouveaux candidats les conseillers nationaux K. Schnyder et H. Hubacher. Comme il y a quatre ans, le choix de ce dernier provoqua une vive opposition dans les rangs bourgeois. L'échec de H. Hubacher au premier tour permit à cette opposition, regroupée dans un «Comité d'action pour un gouvernement digne de confiance», de soutenir, lors du second tour, le socialiste dissident H. Schmid, candidat refusé par son parti, qui l'exclua pour sa candidature «sauvage». Bien que les critiques adressées à H. Hubacher aient surtout concerné son incapacité gouvernementale supposée, sa fonction de président du PSS en faisait une cible privilégiée de cette contre-offensive, qui s'inscrit dans le cadre du **durcissement des rapports entre les partis bourgeois et le parti socialiste**. Malgré le soutien de la gauche et de l'extrême-gauche, le dirigeant socialiste fut battu par son ex-camarade.⁴

WAHLEN
DATUM: 17.02.1980
PETER GILG

Les **élections les plus disputées ont eu lieu à Bâle-Ville** où le renouvellement du mandat des sept membres du gouvernement fut le centre d'intérêt. Les socialistes ont tenté de reconquérir leur troisième siège perdu en 1976 à cause du dissident H. Schmid. Lors du choix des candidats, c'est F. Mattmüller de l'aile gauche du parti qui s'imposa. En 1972, il avait déjà été un candidat dissident. Outre le PS, l'Alliance des indépendants et les partis de l'extrême-gauche ont cherché à modifier la répartition des sièges. Tandis que les socialistes refusèrent de présenter, conjointement avec le POCH, une liste de quatre candidats, les radicaux, les libéraux et les démocrates-chrétiens se sont unis pour défendre la majorité bourgeoise, au sein de laquelle le représentant du Parti libéral L. Burckhardt se fit remplacer. Au premier tour, quatre anciens seulement ont atteint la majorité absolue. Au second tour, furent élus Schmid, soutenu par un comité largement bourgeois, et le socialiste K. Schnyder, chef du département de police, attaqué dans son propre parti pour sa ligne plutôt dure; il en fut de même pour le nouveau candidat libéral P. Facklam, qui distança nettement le troisième candidat socialiste. Ainsi **la composition politique de l'exécutif n'a pas été modifiée**.

Pour le **renouvellement du Grand Conseil**, qui eut lieu en même temps, les changements les plus marquants furent, d'une part les gains du POCH, qui est devenu le plus important des partis non gouvernementaux, et d'autre part la défaite de l'Action nationale, qui a perdu plus de la moitié de ses sièges. Dans le camp bourgeois, le PRD a reconquis la première place qu'il avait perdue en 1968 et a ainsi relégué les libéraux au second rang. Les socialistes ont perdu une partie de leur avance de 1976.⁵

WAHLEN
DATUM: 01.01.2016
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont **renouvelé leurs autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Verts ont une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec

l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritÉS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.⁶

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 17.01.1988
KATRIN HOLENSTEIN

Die eingangs beschriebenen Tendenzen der Wahlen 1988 gelten für die **Grossratswahlen im Kanton Baselstadt** nur beschränkt. Auf dem Vormarsch waren zwar auch hier einerseits die Grünen, andererseits aber nicht die Autopartei, die im Gegensatz zur Ostschweiz nicht antrat, sondern die nationale Rechte. Die NA gewann 3 Mandate hinzu und stellt neu 10 Vertreter im Kantonsparlament. Zudem konnte der von der NA ausgeschlossene rechtsradikale Grossrat Eric Weber, der mit einer eigenen Liste "Volks-Aktion gegen zuviele Ausländer und Asylanten in unserer Heimat" angetreten war, seinen Sitz halten. Beide Rechtsgruppierungen zogen Profit aus den im Wahlkampf bewusst geschürten **fremdenfeindlichen Tendenzen in der Bevölkerung** und der Angst vor Überfremdung angesichts der grossen Zahl der sich in Basel aufhaltenden Asylsuchenden. Das Flüchtlingsschiff «Ursula», ein als Empfangsstelle für neu eingereiste Flüchtlinge hergerichtete Rheinschiff, diente dabei als Anlass für eine eigentliche Hetzkampagne «gegen die Asylantenflut».

Dem **Erfolg der Rechten** standen die **Gewinne der Grünen** gegenüber: Neu zogen die linken Grün-Alternativen mit 3 und die «Grüne Mitte» (GPS) mit 2 Mandaten in den Grossen Rat ein. Während die mit den linken Grünen verbundene POCH 3 von bisher 15 Sitzen einbüsste, konnte der LdU aus der Listenverbindung mit der GPS Nutzen ziehen und 3 zusätzliche Mandate erobern. Da sich die beiden GPS-Vertreter der LdU-Fraktion anschlossen, verdoppelte sich diese auf 10 Abgeordnete. Demgegenüber verlor die Vereinigung Evangelischer Wähler (EVP) die 1984 dazugewonnen 3 Mandate wieder. Die bürgerlichen Parteien vermochten ihren Schaden in Grenzen zu halten. Während die FDP 2 ihrer bisherigen 21 Mandate einbüsste, konnten die CVP und die LP mit je 15 Mandaten ihren Besitzstand wahren. Auf der Verliererseite sahen sich auch die DSP, die trotz gleichbleibendem Wähleranteil 2 Sitze verlor, sowie die in Basel einstmals starke PdA, die nochmals einen Sitz abgeben musste und jetzt nur noch über 2 Mandate verfügt. Überraschung löste das relativ gute Abschneiden der SP aus. Nach ihren massiven Stimmeneinbussen bei den Nationalratswahlen konnte sie mit nur einem Sitzverlust ihre Position als stärkste Partei im Grossen Rat konsolidieren.⁷

WAHLEN
DATUM: 19.01.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Parlamentswahlen in Basel-Stadt gingen die **Sozialdemokraten mit fünf Sitzgewinnen** dank Listenverbindungen mit der POB, der Frauenliste und weiteren Gruppierungen und 3.4% Wähleranteilgewinn klar als Sieger hervor. Als zweite Siegergruppe etablierte sich die bisher wenig in Erscheinung getretene Frauenliste überraschend mit fünf Sitzen in Fraktionsstärke. Die Demokratisch-soziale Partei (DSP) hat sich zum dritten Mal in Grossratswahlen behaupten können und verzeichnete einen Mandatsgewinn (neu zehn Sitze). Hingegen konnte der **Schrumpungsprozess der**

letzten POCH-Bastion in der Schweiz auch bei diesen Wahlen nicht aufgehalten werden; die POB-Vertretung halbierte sich auf sechs Sitze. Auch die PdA verlor ein Mandat und ist nur noch mit einer einzigen Frau vertreten. Die Grünen insgesamt (Vertreter aus dem ehemaligen Grünen Bündnis und jene aus dem Fusionsprodukt Grüne Partei Basel-Stadt/Grüne Alternative Basel) haben zwei Sitze verloren (neu drei Sitze); die nach der Fusion ausgescherte "Neue Grüne Mitte" erreichte keinen Sitz. Von den bürgerlichen Parteien blieb die CVP konstant, die FDP und die Liberale Partei hingegen konnten je zwei Mandate hinzugewinnen und ihre Wähleranteile leicht verbessern. Der Landesring verlor auf einen Schlag fünf Sitze und damit auch die Fraktionsgrösse, während die Vereinigung Evangelischer Wählerinnen und Wähler nur einen Sitz verlor (neu sechs) und damit Fraktionsstärke behielt. Die rechtsnationalistische Unabhängige Volkspartei (UVP), Stadtbasler Sektion der Schweizer Demokraten, verlor zwei Sitze und über zwei Prozent Wähleranteil. (Der bisherige Name UVP der Stadtbasler Kantonssektion der SD wurde im April aufgehoben und der eidgenössischen Bezeichnung angepasst.) Die "Volksaktion gegen zu viele Ausländer und Asylanten in unserer Heimat" von Eric Weber war auch angetreten, hatte aber keinen Erfolg. Auch die kurz vor den Wahlen ins Leben gerufene Basler SVP hatte keinen Erfolg. Erstmals konnte hingegen die Auto-Partei mit drei Sitzen ins Basler Parlament einziehen. Insgesamt 1252 Kandidatinnen und Kandidaten stellten sich auf 24 Listen zur Wahl. Die Frauen konnten ihre Sitzzahl um drei auf 38 (29%) erhöhen.⁸

WAHLEN
DATUM: 30.12.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Gesamterneuerungswahlen für sechs Kantonalparlamente (BS, SG, SH, SZ, TG und UR) zeigte sich eine Fortsetzung der Tendenz des Vorjahres. Die **Parteien der Mitte konnten ihre Erosion nicht stoppen**, wobei wiederum die CVP mit 20 Sitzverlusten am stärksten betroffen war; allerdings ist ein Teil dieser Einbusse auf die Einführung des Proporzwahlrechtes in gewissen Urner Gemeinden zurückzuführen. Die FDP stoppte hingegen ihre leicht absteigende Tendenz und gewann drei Mandate hinzu. Bei der SP hielt der Aufwärtstrend mit sieben Sitzgewinnen an, wobei starke Unterschiede in den einzelnen Kantonen, auch in bezug auf die Wähleranteile, zu verzeichnen waren. Die Grünen wiederum mussten leichte Verluste hinnehmen, wobei die noch nicht in die GP integrierte POCH Basel über die Hälfte ihrer Sitze und ihres Wähleranteils verlor, ohne dass diese Verluste seitens der GP wieder aufgefangen worden wären. Die Auto-Partei verzeichnete im Berichtsjahr einerseits einen spektakulären Erfolg mit zwölf Sitzgewinnen im Kanton St. Gallen und zog erstmals in Basel ins Parlament ein, stagnierte jedoch andererseits in den übrigen Kantonen. Bezüglich der Wahlbeteiligung war keine einheitliche Tendenz auszumachen; Veränderungen bis zu 4% im Vergleich zu den letzten Wahlen kamen sowohl nach unten als auch nach oben vor. Einzig im Kanton Schaffhausen ist die langfristige Tendenz stetig absteigend. In sämtlichen kantonalen Parlamenten konnten die Frauen ihren Anteil verbessern. Von 684 in sechs Kantonen gewählten Parlamentsmitgliedern waren 117 (17,1%) Frauen. Spektakulär war die Zunahme des Frauenanteils im Parlament der Stadt Bern, in welchem die Frauen neu 42,5% der Sitze und damit gesamtschweizerisch den höchsten Anteil erreichten.

WAHLEN
DATUM: 22.10.2000
DANIEL BRÄNDLI

Für die Gesamterneuerungswahlen des Grossen Rats in Basel-Stadt kandidierten 1072 Personen auf 14 Listen. Der Frauenanteil unter den Kandidierenden war im Vergleich zu 1996 um 3,9% auf 35,1% gesunken. Die bürgerlichen Parteien erhofften sich höhere Stimmenanteile, nachdem die Linke vor vier Jahren einen rutschartigen Sieg errungen hatte und mit insgesamt 59 Sitzen fast die absolute Mehrheit erobert hatten. Die SVP setzte sich zum Ziel, die in den letzten Nationalratswahlen gewonnenen Stimmenanteile zu bestätigen und ihre Sitzzahl im Kantonalparlament entsprechend auszubauen. Die SP ging eine Listenverbindung mit dem links-grün-feministischen Bündnis, bestehend aus Grünen, Basta und Frab, ein. Die PdA dagegen bestritt den Wahlkampf alleine. Im Bürgerblock schlossen sich die drei Jungparteien der CVP und FDP erstmals zu einer Liste „Junges Basel“ zusammen und gingen mit den traditionell vereinten Mutterparteien und der SVP Listenverbindungen ein. Die in je zwei Wahlkreisen angetretenen Listen der Homosexuellen, der Humanisten und der Väter hatten geringe Erfolgsaussichten, die 5%-Hürde zu nehmen.

Am Wahlsonntag, an dem gleichzeitig auch die Regierungsratswahlen stattfanden, **konnten die Bürgerlichen ihre relative Mehrheit im Grossen Rat zurückgewinnen**. Die SVP gewann gleich dreizehn zusätzliche Sitze und stellt neu mit 14 Mandaten die viertstärkste Fraktion im 130köpfigen Parlament. Zwei Sitze hat sie von der FP geerbt, die nicht mehr zu den Wahlen angetreten ist. Mit einem Sitzgewinn konnte sich die FDP als stärkste Fraktion (18 Sitze) behaupten, gefolgt von den Liberaldemokraten mit 16

Sitzen (+2). Unverändert mit 39 Sitzen bleibt die SP klar die stärkste Partei im Kanton. Dagegen büsste das links-grün-feministische Bündnis gleich acht seiner bisherigen 20 Sitze ein. Der Alleingang der PdA scheiterte an der 5%-Klausel; ebenso die Jung- und Splitterparteien. Die weder der linken Allianz noch dem Bürgerblock angeschlossene DSP musste vier Sitze abgeben (neu 6 Sitze). Die zweite blockfreie Partei, die Vereinigung evangelischer Wähler, konnte ihre sechs Sitze dagegen halten. Am rechten Rand reduzierte sich der Anteil der SD von acht auf fünf Mandate. Leicht vermindert hat sich der Frauenanteil im Rat. Mit 45 (-3; 34,6%) Grossrätinnen ist er aber immer noch beachtlich. Innerhalb der SP beträgt er sogar 53,8%.⁹

WAHLEN

DATUM: 24.10.2004
MAGDALENA BERNATH

Für die Gesamterneuerungswahlen von Ende Oktober traten sämtliche der im Grossen Rat vertretenen Parteien erneut an: die FDP, die Liberal-Demokratische Partei (lp), die SP, die Vereinigung Evangelischer Wähler (vew), die CVP, die Demokratisch-Soziale Partei (dsp), die EDU, die SVP und die von ihr abgespaltene Bürgerpartei mit je eigenen Listen, BastA! und die GP gemeinsam als Grünes Bündnis, die SD gemeinsam mit einer Splittergruppe. Insgesamt kandidierten 998 Personen auf 16 Listen für die 130 Sitze. Das links-grüne Lager ging als Siegerin aus den Wahlen hervor: Die SP erzielte das beste Resultat seit 1944 und stellt neu 46 Abgeordnete (+7). Das **Grüne Bündnis konnte seine Vertretung auf 16 Sitze ausbauen** (+4): BastA! hält davon 10 Mandate, die GP 6. Dank ihrer Listenverbindung konnten VEW und DSP ihre je 6 Sitze halten. Mit 62 von 130 Sitzen verfügt die Linke zwar nicht über eine absolute Mehrheit; da die Mitteparteien VEW und DSP aber fallweise mit ihr stimmen, dürften es bürgerliche Anliegen laut Presseinschätzungen schwerer haben. Die **traditionellen bürgerlichen Parteien mussten insgesamt 8 Sitze abgeben**: Am meisten Einbussen erlitten die Liberalen, die einen Viertel ihrer Fraktion verloren und noch 12 Abgeordnete stellen. Die FDP verfügt über 17 Sitze (-1) und die CVP über 11 (-3). Mit lediglich 15 Grossräten (+1) verfehlte die SVP ihr Wahlziel von mindestens zwanzig Sitzen klar, obschon sie die Mandate der abtrünnigen Schweizer Bürgerpartei problemlos erben konnte, welche erst im Frühling von sieben ehemaligen SVP-Grossräten nach einem Streit mit Parteipräsidentin Angelika Zanolari gegründet worden war. Die Schweizer Demokraten mussten ihre fünf bisherigen Sitze abgeben und sind nicht mehr im Kantonsparlament vertreten, da sie in keinem der Wahlkreise einen Wähleranteil von 5% erreichten. Der im Majorzverfahren gewählte parteilose Vertreter der Gemeinde Bettingen schloss sich der FDP-Fraktion an. Der Frauenanteil des neu zusammengesetzten Basler Grossen Rates erhöhte sich leicht auf 35,4% (46 Sitze).¹⁰

WAHLEN

DATUM: 14.09.2008
SABINE HOHL

Der Grosse Rat des Kantons Basel-Stadt war auf die Wahlen hin **von 130 auf 100 Mitglieder verkleinert** worden. Es kandidierten 830 Personen für einen Sitz, unter ihnen 294 Frauen. Die Parteien versuchten, ihre Listen mit möglichst vielen Bisherigen zu stärken: 113 der 130 bisherigen Ratsmitglieder kandidierten erneut. Bei den Wahlen schnitten die **SVP** (14 Sitze im verkleinerten Parlament) und die **Grünen** (13 Sitze) gut ab. Die SVP konnte von 12,2% auf 14,0% Parteistärke zulegen, die Grünen von 11,0% auf 13,1%. Die erstmals angetretenen Grünliberalen zogen bei einer Parteistärke von 5,1% auf Anhub mit fünf Mandaten in den Rat ein. Grosse **Verliererin** war die **SP** (32 Sitze im verkleinerten Rat). Sie verlor 3 Prozentpunkte an Parteistärke (2008: 28,4%, 2004: 31,4%) und konnte damit nicht an ihr Glanzergebnis von 2004 anknüpfen. Die FDP holte 11 Sitze (-1,6 Prozentpunkte Parteistärke), die LP neun und die CVP acht. Die DSP (Demokratisch-soziale Partei) erreichte drei Mandate, die EVP deren vier. Verschiebungen fanden vor allem innerhalb der politischen Blöcke statt, während sich die Machtverhältnisse insgesamt kaum veränderten. SP und Grüne halten im neu gewählten Rat zusammen 45 Sitze, während SVP, FDP, LP und CVP gemeinsam auf 42 Mandate kommen. Die Mitteparteien (GLP, DSP und EVP mit insgesamt 12 Sitzen) entscheiden über die Mehrheitsverhältnisse. Der Frauenanteil im Parlament liegt bei 37% und ist damit im gesamtschweizerischen Vergleich am höchsten. Die Wahlbeteiligung war mit knapp 39% niedrig.¹¹

WAHLEN

DATUM: 01.01.2012
MARC BÜHLMANN

Im Jahr nach den eidgenössischen Wahlen standen **in acht Kantonen Gesamterneuerungswahlen** an: in Aargau, Basel-Stadt, Schaffhausen, Schwyz, St. Gallen, Thurgau, Uri und Waadt. Im Zentrum des Interesses stand unter anderem die Frage, ob sich die Resultate der nationalen Wahlen – Gewinne für die neue Mitte aus BDP und GLP, Verluste von FDP, CVP und GP, Stagnation der SVP und Erholung der SP – auch auf kantonaler Ebene zeigten. Nimmt man alle acht Wahlen zusammen, so lässt sich der nationale Trend zumindest teilweise wiederfinden: **die neue Mitte legte in der**

Tat deutlich zu. Die GLP gewann insgesamt 18 zusätzliche Mandate, davon sieben alleine im Kanton Waadt. Auch die BDP konnte zulegen und total neun zusätzliche Sitze gewinnen. Allerdings schaffte sie es nur in zwei Kantonen (SG und TG), in denen sie neu angetreten war, auch zu Mandaten. In den Kantonen Basel-Stadt, Schwyz und Waadt ging sie hingegen leer aus. Den nationalen Trend widerspiegeln auch die Verluste der CVP und der GP. In den acht Kantonen verlor die CVP per Saldo sieben Sitze, vier davon im Kanton St. Gallen. Im Kanton Uri konnte sie ihre Vormachtstellung allerdings mit lediglich einem Sitzverlust halten. Die Grünen mussten wohl auch aufgrund der Erfolge der GLP Federn lassen. Per Saldo verlor die Partei zehn Sitze. Trösten konnte sie sich einzig mit dem Gewinn jeweils eines Sitzes in den Kantonen St. Gallen und Schwyz. Nicht ganz in das Bild der nationalen Wahlen vom Vorjahr passen die hohen Gewinne der SP, die Trendumkehr bei der FDP und die teilweise sehr hohen Verluste der SVP. Die Sozialdemokraten legten per Saldo um elf Sitze zu. In keinem Kanton kam es für die SP zu Sitzverlusten. Einzig in den Kantonen Aargau und Schaffhausen konnten die Genossen nicht zulegen. Die FDP konnte sich 2012 per Saldo über einen Sitzgewinn freuen. Ein verlustreiches Jahr hatte die SVP zu verzeichnen. Nicht weniger als 22 Mandate musste sie in den Kantonen im Berichtsjahr per Saldo abgeben. Im Kanton Thurgau gab es einen Verlust von zehn Sitzen und in den Kantonen Schwyz und St. Gallen musste die erfolgsverwöhnte Partei jeweils sechs Mandate abgeben. Freilich bleibt die Volkspartei in fünf der acht Kantone (AG, SH, SZ, SG, TG) mit teilweise grossem Abstand stärkste Partei. Ihre Verluste kommen also durchaus auch einer gewissen Normalisierung gleich. Ihre einzigen verbleibenden kantonalen Sitze verloren die Schweizer Demokraten im Kanton Aargau. Die SD, die Ende der 1980er Jahre über 50 Sitze in den kantonalen Parlamenten belegten, waren zum Schluss des Berichtsjahres in keiner einzigen kantonalen Legislative mehr vertreten.

Freilich verdecken die per Saldo-Gesamtergebnisse die Tatsache, dass kantonale Wahlen in ihrem jeweiligen Kontext grosse Unterschiede hinsichtlich der Entwicklungen in den Parteienlandschaften zeitigen können, die im Berichtsjahr nicht zuletzt auch dem Umstand geschuldet sind, dass in drei der acht Kantone (AG, BS, TG) die Wahlen nach Reformen der Wahlregime durchgeführt wurden (vgl. auch die entsprechende Debatte im Kanton Schwyz). Dies führte etwa im Kanton Aargau zu einer eigentlichen Flurbereinigung: waren vor den Wahlen elf Parteien im Grossen Rat, hatten nach den Wahlen nur noch neun Parteien Mandate. Interessant ist auch das kantonsspezifische Abschneiden der FDP, die in vier Kantonen neun Sitze gewann (AG, BS, SZ, UR), wobei das gute Abschneiden auch dem frischen Wind durch den neuen Parteipräsidenten Philipp Müller zugeschrieben wurde. Die grössten Sitzverluste der Freisinnigen fanden just in jenen Kantonen statt (SH, VD), in denen die SVP zulegen konnte, wobei im Kanton Waadt mit der nach den Wahlen stattfindenden Fusion zwischen FDP und LP ebenfalls eine spezielle Ausgangslage herrschte. Die hohen Verluste der Volkspartei konzentrierten sich auf jene drei Kantone, in denen sie in den letzten Jahren sehr stark zugelegt hatte (TG, SG, SZ). Ähnlich wie bei den nationalen Wahlen gingen die verlorenen Sitze der SVP allerdings nur zu einem Teil an die BDP, welche ihrerseits eher der CVP das Leben schwer zu machen schien. Die GLP hingegen machte vor allem den Grünen die Wählerschaft abspenstig. Überall dort wo die GLP zulegen konnte, verlor die GP (AG, TG, VD), wo die GLP hingegen stagnierte oder nicht antrat (BS, SH, SZ, UR), musste die GP keine (BS) oder nur leichte Verluste (SH, UR) hinnehmen bzw. konnte sogar zulegen (SZ); einzige Ausnahme bildete der Kanton St. Gallen, wo sowohl die GP als auch die GLP Sitze gewannen. Die kleinen Parteien schnitten unterschiedlich ab. Die EVP konnte ausser im Kanton Basel-Stadt, wo sie aufgrund der neuen Quoren gleich drei ihrer vier Sitze abgeben musste, ihre Mandate halten (AG, SH, SG). Die EDU konnte im Kanton Thurgau von den hohen Verlusten der SVP profitieren und um drei Sitze zulegen und ihre Mandate im Kanton Aargau halten. Kein Erfolg war der EDU in den Kantonen St. Gallen und Basel-Stadt beschieden. In Schaffhausen resultierte ein Sitzgewinn während im Kanton Waadt der einzige Sitz verlustig ging. Eine Erstarkung von links- und rechtsextremen Gruppierungen konnte in den Kantonen Schaffhausen und Basel-Stadt beobachtet werden. In Schaffhausen scheint sich die Alternative Liste zu einer ernst zu nehmenden Kraft zu entwickeln, gewann sie doch zwei Sitze und verfügte neu über Fraktionsstärke. Im Kanton Basel-Stadt sorgte mit Eric Weber ein alter Bekannter der rechtsextremen Szene für eine Überraschung: mit seiner Volksaktion erzielte er auf Anhieb zwei Sitze im Grossen Rat.

Die Betrachtung aller 26 kantonalen Parlamente Ende 2012 vermag die Verschiebungen im Berichtsjahr ein wenig zu relativieren. Rund 80% aller 2559 kantonalen Parlamentssitze (exklusive AI) befanden sich in der Hand der vier grossen Parteien: Angeführt von der SVP (544 Sitze, 21,3% aller kantonalen Parlamentssitze), gefolgt von der FDP (524 Sitze, 20,5%) und der CVP (469 Sitze, 18,3%) verfügten dabei die

bürgerlichen Parteien gesamthaft über eine deutliche Mehrheit. Die SP (460 Sitze; 18,0%) und die GP (191 Sitze, 7,4%) waren hingegen in allen Kantonen auf Unterstützung angewiesen. Nimmt man alle Kantone zusammen, so war die BDP Ende 2012 in den kantonalen Legislativen ein wenig stärker verankert (86 Sitze, 3,4%) als die GLP (71 Sitze, 2,7%). Allerdings konzentrierte sich die Stärke der BDP vor allem auf die drei Gründerkantone (GL: 10 Sitze; BE: 25 Sitze; GR: 26 Sitze).

Zu den Verliererinnen gehörten im Berichtsjahr die Frauen. Im **Vergleich zu den Vorwahlen wurden per Saldo 6 Sitze weniger von Frauen besetzt**. In fünf Kantonen (BS, SZ, SG, TG, UR) wurden weniger Frauen gewählt als bei den Wahlen zuvor, in den Kantonen Basel-Stadt und Schwyz verloren die Frauen sogar je sechs Sitze. Nur in den Kantonen Aargau (+8 Sitze), Schaffhausen und Waadt (je +1 Sitz) nahm der Frauenanteil zu. In allen acht Kantonen waren weniger als ein Drittel der Mandate von Frauen besetzt. Dies war – werden alle 26 Kantone betrachtet – Ende 2012 lediglich in Zürich (60 von 180 Sitzen) und in Basel-Landschaft (32 von 90 Sitzen) der Fall. Insgesamt lag die Frauenquote in allen kantonalen Parlamenten zusammen bei 25,1% und war damit im Vergleich zum Vorjahr (25,3%) erneut leicht zurückgegangen.

In **sechs der acht Kantone hatte die Wahlbeteiligung im Vergleich zu den letzten Gesamterneuerungswahlen zugenommen**. Einzig in den Kantonen Waadt und Thurgau war die Partizipation rückläufig. In den Kantonen Aargau und Thurgau nahm dabei nicht einmal ein Drittel der Bürgerinnen und Bürger ihr Wahlrecht wahr. Im Schnitt beteiligten sich im Berichtsjahr 41,4% an den Parlamentswahlen, wobei die Partizipationsrate von 31,9% (AG) bis 54,0% (SH) variierte.¹²

WAHLEN
DATUM: 28.10.2012
MARC BÜHLMANN

Die Grossratswahlen 2012 fanden auf der Basis eines neuen Wahlregimes statt. Das Baselstädter Parlament hatte 2011 beschlossen, die **Sitzverteilung nicht mehr nach dem Hagenbach-Bischoff-Verfahren sondern nach dem Sainte-Laguë-Prinzip** vorzunehmen. Damit verbunden waren die Abschaffung der Möglichkeit von Listenverbindungen sowie die Einführung einer neuen Wahlhürdenregelung. Galt bisher das Überschreiten von fünf Prozent in wenigstens einem der fünf Wahlkreise als Bedingung für die Berücksichtigung bei der Sitzverteilung in allen Wahlkreisen, so erhielt eine Partei ab den Gesamterneuerungswahlen 2102 nur noch in jenen Wahlkreisen Sitze, in denen sie vier Prozent überspringt (ohne Erfordernis der Überschreitung von fünf Prozent in mindestens einem Wahlkreis). Noch während der Legislatur vor den Wahlen 2012 war es zwischen den neun im Grossen Rat vertretenen Parteien zu einigen Verschiebungen gekommen. Die SVP (nach den Wahlen 2008: 14 Mandate) hatte 2009 Zuwachs gekriegt, weil der EVP-Präsident und Grossrat Heinrich Ueberwasser in die Volkspartei übergetreten war, verlor aber kurz vor den Wahlen im April 2012 wieder ein Mandat durch einen Übertritt von Grossrat Felix Meier in die CVP. Die SVP hatte vor den Wahlen also 14 Grossratsmandate inne. Die EVP (2008: 4 Mandate) hatte entsprechend drei Sitze zu verteidigen und die CVP neun Mandate (2008: 8 Sitze). Auch zwischen der FDP (2008: 11 Sitze) und der GLP (2008: 5 Sitze) war es zu Verschiebungen gekommen. 2010 wechselte Emmanuel Ullmann von der FDP zur GLP (vor den Wahlen 6 Sitze). Der Verlust der FDP wurde allerdings noch kurz vor den Wahlen durch einen Übertritt von Peter Bochsler wieder kompensiert. Bochsler trat von der 2009 aufgelösten Demokratisch-Sozialen-Partei (DSP), einer 1986 gegründeten rechten Abspaltung der SP, in die FDP über, die vor den Wahlen damit also 11 Mandate innehatte. Ebenfalls noch vor den Wahlen von der Auflösung der DSP profitieren konnte die Liberal-Demokratische Partei (LP, 2008: 9 Sitze), die im Kanton Basel-Stadt weiterhin nicht mit der FDP fusionieren will: Felix Eymann trat von der DSP in die LP über, die damit vor den Wahlen 2012 zehn Grossratssitze besetzte. Keine Wechsel gab es in der SP (32 Sitze) und in der GP (bzw. Grünes Bündnis; 13 Sitze). Ebenfalls im Grossrat vertreten war die 2002 gegründete Vereinigung „Aktives Bettingen“. Neben diesen neun amtierenden Parteien traten die EDU, die BDP (im Kanton Basel-Stadt erst 2011 gegründet), die Piratenpartei und die „Volksaktion gegen zu viele Ausländer und Asylanten in unserer Heimat (VA)“ an, eine Gruppierung um den ehemaligen NA-Grossrat Eric Weber. Weitere kleinere Gruppierungen, wie „freistaat unteres kleinbasel (fuk)“, „Für Basel“ oder „Deine Wahl“ versuchten ebenfalls, Sitze im Grossen Rat zu erobern. Im Einerwahlkreis Bettingen kämpfte der Bisherige Vertreter von „Aktives Bettingen“ gegen einen Herausforderer von „Neues Bettingen“ um den einzigen Sitz. Im Wahlkampf machten die Bürgerlichen mobil gegen die rot-grüne Regierung. Mindestziel war es, die knappe bürgerliche Mehrheit im Parlament zu halten. Die SP hingegen wollte mit bekannten Persönlichkeiten und einem im Gegensatz zu den Bürgerlichen hohen Frauenanteil die Schlappe bei den Nationalratswahlen vom Vorjahr wettmachen, als die Partei mehr als 6 Prozentpunkte ihrer Wählerschaft einbüsste. Auch die 2011

abgewählte Nationalrätin der GP, Anita Lachenmeier, trat für die Wahlen in den Grossen Rat an, in welchem sie die Baselstädter Bevölkerung bereits von 1997 bis 2007 vertreten hatte. Die GP traten auf einer gemeinsamen Liste Grünes Bündnis mit Basta! und dem Jungen Grünen Bündnis an. Laut offiziellen Angaben wendeten die Parteien rund 900'000 Franken für den Parlamentswahlkampf auf. Die SP wollte 240'000 Franken für Wahlwerbung ausgeben, gefolgt von der CVP (140'000 CHF), der FDP (100'000 CHF) der LP und den Grünen (je 80'000 CHF) sowie der GLP (55'000 CHF). Freilich waren die Aufwendungen wohl um einiges höher, wendeten doch vor allem die bürgerlichen Kandidaten viele Eigenmittel für ihren persönlichen Wahlkampf auf. Wichtiges Wahlkampfthemen waren die Sicherheit und die Übernahme der BaZ durch Christoph Blocher. Für Wirbel sorgte zudem ein Plakat der Jusos, das einen Neonazi mit einem SVP-Emblem auf dem Oberarm seiner Bomberjacke zeigte. Die SVP und die Jusos warfen sich in der Folge gegenseitig Niveaulosigkeit vor. Insgesamt stand der Wahlkampf um den Grossrat aber etwas im Schatten der Regierungswahlen.

Sowohl **die SP als auch die SVP konnten bei den Wahlen um je einen Sitz zulegen**. Die SP (neu: 30.7%, 33 Sitze) konnte 2,5 Prozentpunkte gutmachen. Die SVP gewann 1,1 Prozentpunkte Wähleranteil hinzu (neu: 15,0%; 15 Sitze). Auch die FDP konnte einen Sitzgewinn bejubeln. Die LP konnte ihren kurz vor den Wahlen erhaltenen zehnten Sitz verteidigen und im Vergleich zu den Wahlen 2008 also ebenfalls um einen Sitz zulegen. In Basel-Stadt scheinen sich die beiden liberalen Parteien offensichtlich nicht direkt zu konkurrenzieren. Sowohl die FDP (neu 11,1%, 12 Sitze) als auch die LP (neu 9,6%, 10 Sitze) konnten ihren Wähleranteil um einen bzw. um 0,6 Prozentpunkte steigern. In der Mitte gab es gegenüber den Wahlen von 2008 keine Veränderungen: die CVP büsste zwar ganze zwei Prozentpunkte an Wählerschaft ein, konnte aber ihre acht Sitze halten (neu 7,3%, 8 Sitze), verlor damit aber ihren während der Legislatur 2008 bis 2102 geerbten Sitz wieder. Tatsächlich wurde der übergelaufene Felix Meier nicht wiedergewählt. Die GLP blieb ebenfalls auf ihren bei den Vorwahlen gewonnenen 5 Sitzen, und konnte damit ihren während der Legislatur von der FDP geerbten Sitz ebenfalls nicht verteidigen (5,0%, 5 Sitze). Der übergetretene Ullmann wurde wiedergewählt, über die Klippe springen musste dafür der kantonale GLP-Parteipräsident David Wüst-Rudin. Für die GLP schien, im Gegensatz zu den nationalen Gegebenheiten, die Konkurrenz in der Mitte vor allem durch die auf nationaler Ebene mit der FDP fusionierte LP relativ stark gewesen zu sein. Auch das Grüne Bündnis blieb auf seinen 13 Sitzen und musste eine Einbusse der Wählerschaft um 1,2 Prozentpunkte verkraften (neu: 11,8%). Anita Lachenmeier schaffte das Comeback. In Bettingen machte der Bisherige Vertreter der Gruppierung Aktives Bettingen das Rennen (1 Sitz). Opfer der neuen Wahlhürdenregelung war die EVP, die nur noch in einem Wahlkreis die Vierprozenthürde überspringen konnte und damit gleich drei Sitze einbüsste. Neu hält die EVP nur noch einen Sitz im Baselstädtischen Grossrat (4,2%). Für die grösste Überraschung sorgte jedoch Eric Weber, der mit seiner Volksaktion nur in Kleinbasel angetreten war, dort aber nicht nur die Wahlhürde übersprang, sondern gleich zwei Sitze eroberte (1,2%). Der rechtsradikale Weber sass am Wahlsonntag aufgrund eines Verdachts auf wiederholte Wahlfälschung in Untersuchungshaft. Ausser den Piraten (1,3%) erhielt keine der kleinen Parteien und Gruppierungen mehr als ein Prozent Wähleranteil. Trotz den leichten bürgerlichen Erfolgen, wird es auch in Basel weiterhin aufgrund der Mitte-Parteien CVP und GLP je nach Thema zu wechselnden Mehrheiten kommen. Die Wahlbeteiligung war mit 41,6% leicht höher als noch vor vier Jahren (39,0%). Der Frauenanteil brach von 37% (2008) auf 31% ein. Die FDP und die SVP hatten gar keine Mandatsträgerinnen mehr und der Frauenanteil der SP war erstmals seit den Wahlen 2000 wieder knapp unter 50% gerutscht (48,5%).¹³

WAHLEN
DATUM: 23.10.2016
DIANE PORCELLANA

En parallèle du premier tour de l'élection du gouvernement, le **parlement du canton de Bâle Ville** a été renouvelé. Les sièges étaient à répartir dans cinq circonscriptions: Grossbasel Ost avait le droit à 27 sièges, Grossbasel West 34, Kleinbasel 27, Riehen onze et, finalement, Bettingen à un siège. Pour cette élection, 495 hommes et 268 femmes se sont portés candidats, répartis sur 14 listes. Dans les quatre plus grandes circonscriptions, ont été déposées les listes du PLR, du PLD, de l'UDC, du PDC, du PS, des Vert'libéraux, du VA (Volks-Aktion gegen zuviele Ausländer und Asylanten in unserer Heimat) et, finalement, de l'alliance verte, Basta! et celles de l'alliance verte jeune. Dans les trois circonscriptions de la Ville de Bâle, le Parti évangélique et le PBD se sont associés sur une même liste. Dans la circonscription de Riehen, le PEV a déposé sa liste en solitaire. L'UDF a seulement déposé une liste dans la circonscription de Riehen, tout comme le FUK (Freistaat unteres Kleinbasel), dont la liste n'était présentée que dans la circonscription de Kleinbasel. A Bettingen, où seul un siège était à pourvoir, trois listes ont été présentées: celle de VA, une liste sans parti et la liste "Aktives Bettingen".

Avant le début de la campagne, l'Union des arts et métiers du canton de Bâle Ville a présenté une liste d'entrepreneurs auxquels elle apportait son soutien, dans le but d'améliorer leur représentation au sein du parlement cantonal. Parmi les 99 noms figuraient 32 personnes, présentées sur un site web dédié à l'élection, n'ayant encore jamais siégé au pouvoir législatif et bénéficiant d'une aide pour leurs affiches et flyers. Autre fait, la jeunesse socialiste a critiqué l'engagement du PS cantonal en faveur d'emplacements de parcs pour chiens et de l'établissement de buvettes à certaines places. A ces projets, la jeunesse du Parti préférait une focalisation sur des problématiques telles que l'habitat local abordable ou plus d'équité et de justice dans le domaine des impôts. Le PS, durant la campagne, a revu ses propositions et s'est notamment concentré sur la RIE III. En vue d'atteindre 37 sièges au parlement cantonal, le PS a également incité, par le biais d'une campagne téléphonique, ses sympathisants à aller voter. Avec les représentants de l'alliance verte, les socialistes représentaient, lors de la législature précédente, la fraction la plus forte du parlement cantonal, sans pour autant y posséder de majorité. A propos de l'UDC, la pression exercée par Christoph Blocher (ZH, udc) sur le président de la section cantonale, Sebastian Frehner (udc, BS), afin qu'il démissionne à cause de ses multiples mandats et engagements, a fait réagir les autres présidents cantonaux du Parti. Outre cette immixtion, le Parti cantonal a également déploré lors de la campagne les impôts trop élevés, les primes d'assurances-maladies trop hautes, la situation désastreuse des parkings et la trop forte régulation des entreprises. L'UDC visait alors deux sièges supplémentaires et surtout de gagner les électeurs d'Eric Weber (BS, va), jugeant qu'il ne devait pas y avoir d'autre parti se positionnant à sa droite.

Les partis bourgeois se sont focalisés sur deux thématiques, d'une part la mort des petits commerces, d'autre part les primes d'assurances maladies. Concernant la question des petits commerces, l'UDC demandait une libéralisation des horaires d'ouverture des commerces et davantage de parkings gratuits. Quant au PDC, il a décidé de lancer une initiative cantonale au sujet des primes d'assurances-maladies. Le PS et les Verts l'accusèrent d'activisme, en lien avec les résultats d'un sondage effectué peu de temps auparavant et indiquant que les citoyens bâlois jugeaient les primes maladies trop élevées. Pour sa défense, le PDC a précisé que la date de dépôt de l'initiative avait déjà été planifiée bien avant que les résultats du sondage n'aient été rendus publics. Il est intéressant de signaler que, lors des élections de 2012, le PS avait déposé une initiative cantonale sur ce même sujet. Cette dernière avait finalement été retirée à cause de la non volonté des bourgeois d'y remédier. Mis également sur le devant de la scène lors de la campagne, l'ordre des noms sur les listes des partis. Les candidats UDC avaient la possibilité de s'acquitter d'une contribution de 500 francs suisses, afin d'être placés en tête de liste, l'argent ayant été utilisé pour financer la campagne. Bien que formellement légale, l'alliance verte a déploré cette pratique, la jugeant démocratiquement problématique. L'alliance a, pour sa part, placé les candidats qui avaient le plus de chance d'être élus en tête de liste, alors que le PDC a par exemple préféré l'ordre alphabétique.

Le gagnant de l'élection est le PLD, avec un gain de quatre sièges (+ 4,2% de part des voix). Le PS (+1,2%) et l'alliance verte (+1,6%) acquièrent chacun un siège supplémentaire. Du côté des perdants, le PLR (-1,9%) perd deux sièges. Le VA (-0,2%), le PDC (-1,4%) et les Vert'libéraux (-0,7%) perdent chacun un siège. En résumé, avec ses 34 sièges, le PS est toujours le parti le mieux représenté au parlement cantonal. Il est suivi par l'UDC (-0,7%) qui a maintenu ses 15 sièges, puis par le PLD et l'alliance verte, qui disposent chacun de 14 sièges. Le PLR a maintenant dix sièges, le PDC sept et les Vert'libéraux plus que quatre. La liste Aktives Bettingen (toujours 0,7%) a pu conserver un siège, le Parti évangélique (-1,3% pour la liste avec le PBD, toujours 1,4% pour ses propres listes) maintient également son unique siège et la liste du VA (-0,2%) n'a plus de représentant au parlement cantonal.¹⁴

STANDESINITIATIVE
DATUM: 15.03.2018
DIANE PORCELLANA

Le **Conseil des Etats s'est penché sur le projet de la CIP-CE** faisant suite aux initiatives cantonales (14.316 et 14.307) **visant l'autonomie cantonale en matière de procédure électorale**. Le débat sur l'entrée en matière a suscité de nombreuses discussions. Le résultat de la procédure de consultation a été à maintes reprises mobilisé pour soutenir la divergence de positions entre les cantons. La question de la garantie des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution aux articles 8 et 34 a également été soulevée. Une comparaison avec la procédure électorale du Conseil national a également été faite, pour dénoncer l'ingérence du Tribunal fédéral dans l'organisation et les procédures électorales cantonales. L'entrée en matière a été finalement décidée par 26 voix contre 14.

Le débat s'est poursuivi lors de la discussion par article. L'alinéa 1bis ajouté à l'article 39 Cst sur proposition de la majorité de la commission est approuvé par 24 voix contre

16. Au vote d'ensemble, le projet de la CIP-CE est alors adopté par 26 voix contre 15. Les représentantes et représentants des cantons de Vaud, de Neuchâtel, du Jura, de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne ont voté selon la position de leur canton lors de la procédure de consultation, à savoir contre une modification constitutionnelle ou en faveur de la proposition de la minorité. Robert Cramer (verts, GE) et Paul Rechsteiner (ps, SG) ont statué, comme leur canton, en faveur de la proposition de la minorité. Daniel Jositsch (ps, ZH) a défendu la position du canton de Zurich en faveur de la proposition de la minorité, a contrario de Ruedi Noser (plr, ZH). Finalement, Pascale Bruderer Wyss (ps, AG), Hans Stöckli (ps, BE) et Roberto Zanetti (ps, SO) n'ont pas représenté l'avis de leur canton, en votant contre le projet de la commission. Sous l'angle partisan, sept des huit parlementaires contre le projet, sont socialistes. Ces derniers ont supporté l'avis de leur parti. C'est au tour du Conseil national de se prononcer sur le projet.¹⁵

WAHLEN
DATUM: 25.10.2020
ELIA HEER

Am 25. Oktober 2020 fanden im Kanton **Basel-Stadt Parlamentswahlen** statt. Auf die 100 Sitze im Kantonsparlament bewarben sich 792 Kandidierende auf 15 Listen, bei einem Frauenanteil von 35.6 Prozent. Nur gerade 54 der vor vier Jahren gewählten Parlamentsmitglieder traten an, um ihren Sitz zu verteidigen. Der Wahlkampf für den Einzug ins Parlament und dementsprechend auch die diskutierten Themen blieben meist im Schatten der gleichzeitig stattfindenden Regierungsratswahlen. Beispielweise wurden rot-grüne Kandidierende – die beiden Parteien spannten im Wahlkampf zusammen – oft mit der umstrittenen Museumsstrategie der grünen Regierungspräsidentin Elisabeth Ackermann (BS, gp) konfrontiert. Das links-grüne Lager zeigte sich dennoch zuversichtlich und erklärte das Erreichen einer Mehrheit im Parlament zu seinem Wahlziel. Die GLP, welche während der Legislatur eine Parlamentarierin an die FDP verloren hatte und seither nur noch drei Mandate innehatte, steckte sich im Vorfeld der Wahlen weitaus bescheidenere Ziele, nämlich das Erreichen der Fraktionsstärke (5 Sitze). Die FDP ihrerseits erhoffte sich, mit ihrem Themenschwerpunkt, dem Kampf gegen «die zunehmende, staatliche Bevormundung», zwei Sitze dazu zugewinnen. Die CVP setzte in ihrem Wahlkampf auf den durch die Covid-19-Pandemie national bekannt gewordenen GDK-Präsidenten Lukas Engelberger als Motor. Die LDP versuchte sich von ihrem Daig-Image zu befreien und an ihre Erfolge bei den Wahlen vor vier Jahren anzuknüpfen. Und die SVP versuchte mit Kritik gegen Bettlerbanden und illegale Demonstrationen bei der Wählerschaft zu punkten.

Die Farbe Grün dominierte den Wahlsonntag. Die Grünliberalen vermochten ihren Wähleranteil von 4.4 auf 7.9 Prozent stark auszubauen und ihre Anzahl Sitze gegenüber dem Resultat der Wahlen 2016 von vier auf acht Sitze zu verdoppeln. Sie übertrafen damit ihr ursprüngliches Ziel von fünf Sitzen zum Erreichen der Fraktionsstärke deutlich. Das Grüne Bündnis (17.9% Wähleranteil; +3.7% gegenüber 2016), bestehend aus den Basler Grünen und Basels Starke Alternative (Basta), gewann ebenfalls vier Sitze dazu und ist neu mit 18 Mandaten zweitstärkste Kraft im Kanton. Doch ihre deutlichen Gewinne im Grossen Rat wurden vom schlechten Abschneiden von Elisabeth Ackermann bei den Regierungsratswahlen überschattet. Genau in der umgekehrten Situation fanden sich die Sozialdemokraten wieder: Während ihre Kandidierenden bei den Regierungsratswahlen gut abschnitten, verlor die SP im Grossen Rat vier Mandate (neu: 30) und ordentlich Wähleranteile (-2.9%; neu: 31,6%). Da sich die Gewinne des GB und die Verluste der SP die Waage hielten, ging das links-grüne Lager insgesamt weder gestärkt noch geschwächt aus den Wahlen hervor und verpasste damit auch die angestrebte absolute Mehrheit im Parlament. Einen grösseren Einfluss im Parlament dürfte in Zukunft dafür das Mittellager haben, denn neben der GLP vermochte auch die EVP zusätzliche Mandate zu gewinnen (+2 Sitze; neu: 3; Wähleranteil: 3.1%). Die EVP profitierte dabei auch von der Abschaffung der Vier-Prozent-Hürde für den Einzug ins Parlament, welche 2017 vom Stadtbasler Stimmvolk mit 57 Prozent beschlossen worden war. Sowohl die LDP (13.8%; +0.9%) als auch die CVP (5.9%; +0.1%) verteidigten ihre 14 respektive 7 Mandate erfolgreich. Geschwächt aus den Parlamentswahlen geht die Ratsrechte hervor. Die FDP hatte im Vorfeld das ehrgeizige Ziel verkündet, zwei Sitze zulegen zu wollen. Stattdessen verlor sie 1.1 Prozent Wähleranteile (neu: 7.9%) und drei Sitze und musste damit eine bittere Niederlage einstecken. Noch dicker kam es für die SVP (-3.2%; neu: 10.6%), die vier Sitze verlor. War die Volkspartei in den vier Jahren zuvor noch zweitstärkste Kraft im Parlament, rutschte sie damit nun auf den vierten Platz ab. Die letzten zwei Sitze gingen an zwei Kleinstparteien: Eric Weber schaffte mit seiner Liste «Volks-Aktion gegen zu viele Ausländer und Asylanten in unserer Heimat (VA)» (0.4%) den erneuten Einzug in den Grossen Rat und die politische Vereinigung «Aktives Bettingen» verteidigte den einen Sitz in der gleichnamigen Gemeinde. Die Wahlbeteiligung war mit 43.5 Prozent verhältnismässig hoch (2016: 39.1%). Der Frauenanteil im neu gewählten Parlament liegt neu bei 42 Prozent und ist damit

deutlich höher als noch während der letzten Legislatur (31%).¹⁶

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 29.01.1984
PETER GILG

Le demi-canton de **Bâle-Ville** reflète une variante quelque peu dissociée de la tendance dominante. C'est en effet le seul canton dans lequel les dissensions des socialistes avaient abouti à une scission formelle du parti. Au terme de la législature, le PS officiel n'était plus représenté dans le gouvernement des sept et n'occupait plus qu'un sixième des sièges au Grand Conseil, tout comme le PRD. A l'exécutif, siégeaient alors trois anciens membres du PS: H. Schmid, chef du Département de la santé publique, élu en 1976 avec le soutien des milieux médicaux et sans appartenance partisane, ainsi que K. Schnyder, chef du Département de la police, et E. Wyss, chef du Département de l'économie publique et des affaires sociales, tous deux représentants du DSP (Demokratisch-Soziale Partei), fondé en 1982. C'est à ce nouveau parti que s'étaient ralliés deux cinquièmes des membres du groupe socialiste au Grand Conseil.

Le **renouvellement de l'exécutif** occupa le premier plan de la scène politique. Parmi les anciens conseillers d'Etat, A. Schneider (prd) et E. Wyss (dsp) étaient démissionnaires. Tout comme en 1980, les partis bourgeois avaient établi une liste de quatre candidats (2 PRD, parmi lesquels, pour la première fois, le physicien H.-R. Striebel, 1 PL et 1 PDC). De son côté, le DSP présentait K. Schnyder dont la candidature était appuyée aussi bien par des milieux syndicaux que bourgeois, tandis que H. Schmid se représentait seul et hors parti. Pour tenter de reconquérir sa position perdue en 1976, le PS avait choisi pour sa part trois nouveaux candidats, dont une femme. Participaient également à ces joutes électorales, le Parti évangélique populaire (PEP), plus connu à Bâle sous la dénomination de «Vereinigung evangelischer Wähler», les POCH et d'autres petites formations de gauche et de droite.¹⁷

WAHLEN
DATUM: 29.01.1984
PETER GILG

L'enjeu de la lutte électorale consistait à **désigner parmi les forces du centre (dissidents socialistes, PEP) ou de la gauche le futur partenaire principal des magistrats bourgeois au sein du gouvernement**. Cette situation provoqua une **légère remontée du taux de participation électorale**, en baisse depuis de nombreuses années. Au premier tour de scrutin, seuls deux conseillers d'Etat bourgeois sortants (1 PRD, 1 PDC) obtinrent la majorité absolue, le premier socialiste ne figurant qu'au septième rang. Pour le second tour, la simultanéité de l'élection avec les votations fédérales sur le service civil et les redevances routières permit notamment au PS de mobiliser davantage d'électeurs. La participation fut de 50 pourcent au second tour contre 42 pourcent seulement au premier; l'alliance bourgeoise réussit à placer ses quatre candidats, alors que seuls les deux candidats masculins du PS bénéficièrent de l'aval électoral (M. Feldges et R. Gysin). De son côté le DSP parvint à confirmer le conseiller d'Etat Schnyder dans sa charge. Pour H. Schmid, critiqué pour sa gestion à la tête de son département; la base électorale se révéla trop étroite; de surcroît, certains milieux bourgeois n'étaient pas favorables à une faible représentation du PS. En effet, le PS avait nettement renforcé sa position lors des élections parlementaires, tandis que le DSP y avait perdu des mandats. Cependant, cette victoire du PS sur les dissidents fut plus modeste que celle obtenue lors des élections au Conseil national. Considérées globalement, les deux formations socialistes ont à nouveau atteint un niveau de représentation qui correspond à peu près à la force du PS en 1976.

Toutefois, si l'on ne prend en compte que les voix du PS officiel, on constate qu'à Bâle également tous les grands partis ont perdu du terrain par rapport à 1980, le PRD subissant la perte la plus légère. Les principaux gagnants furent –à l'exception du DSP – l'AN et le PEP; en revanche l'électorat de l'Adl est resté le même, tout comme celui des POCH.

Le Parti du travail a poursuivi son déclin; il ne dispose plus que du dixième des sièges qu'il possédait en 1947. Pour ce qui est des nouveaux élus au Grand Conseil, on constate un renforcement de la tendance écologique, bien que les groupuscules se réclamant des «verts» n'aient pas obtenu un seul mandat. Le nombre des femmes élues a considérablement augmenté; il a passé de 21 à 32 sièges, soit à 24,6 pourcent de l'ensemble des mandats. La proportion féminine au Grand Conseil bâlois a ainsi atteint celle de Genève, canton qui jusqu'alors était en tête sur le plan suisse.¹⁸

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Parteien

Liberalen Parteien

WAHLEN
DATUM: 31.12.2000
DANIEL BRÄNDLI

Bei den **kantonalen Wahlen in Basel-Stadt** eroberte die LP mit kräftiger Unterstützung ihrer bürgerlichen Bündnispartner FDP und CVP einen zweiten Regierungssitz und konnte ihre Volksvertretung im Parlament um zwei auf 16 Sitze ausbauen.

-
- 1) FF, 2018, p.7719s; Rapport CIP-CN du 1.2.19; BaZ, 26.7.18
 - 2) BO CE, 2019, p.122s; BO CN, 2019, p.575
 - 3) BN, 27.1.72, 8.2.72, 6.3.72, 7.3.72, 8.3.70, 11.3.72, 12.3.72, 15.3.72, 20.3.72; NZ, 28.1.72, 14.2.72, 15.2.72, 17.2.7, 26.3.72, 7.3.72, 9.3.72, 15.3.72, 20.3.72, 21.3.72; AZ, 24.2.72; 8.3.72; NZZ, 2.3.72, 13.3.72, 19.3.72; VO, 7.3.72; TA, 9.3.72.
 - 4) BN, 23.1., 12.2., 13.2., 14.2., 17.2., 18.2., 20.2., 21.2., 24.2., 25.2., 25.3. et 3.4.76; Bund, 26.1.76; NZ, 7.2., 10.2., 12.2., 14.2., 17.2., 19.2., 23.2., 24.3., 25.3., 2.4. et 5.4.76; TLM, 26.3.76; Ww, 31.3.76; JdG, 2.4. et 3.4.76;
 - 5) BaZ, 17.1.80, 21.1.80 und 18.2.80; NZZ, 14.1.80.
 - 6) Elections cantonales et communales 2016
 - 7) BaZ, 16.12., 30.12. und 31.12.87, 5.1. - 9.1., 11.1. - 14.1.18 - 21.1., 27.1. - 30.1. und 5.3.88; TA, 13.1.88; SZ und WoZ, 15.1.88; NZZ, 1.2.88.
 - 8) Presse vom 21.1.92; BaZ, 6.1., 13.1., 16.1. und 16.4.92.
 - 9) BaZ, 5.4.-19.10.00; NZZ, 9.10.00; Presse vom 23.10. und 24.10.00
 - 10) BaZ, 31.8.-16.10.04; Presse vom 25.10.04; BaZ, 26.10.04
 - 11) BaZ, 29.3., 3.-4.7., 23.7., 29.7., 5.-6.8., 23.8., 6.9. und 12.9.08; Presse vom 15.-16.9.08.
 - 12) Kantonale Parlamentswahlen 2012
 - 13) BaZ, 29.10. und 30.10.12; TA, 30.10.12; BaZ, 7.3., 9.3., 16.3., 24.5., 17.8., 23.8., 24.8., 25.8., 8.10. und 16.10.12
 - 14) Résultat Grand Conseil; Résultats détaillés du Grand Conseil ; BaZ, 7.9.16; BLZ, 15.9.16; BLZ, 28.9.16; BaZ, 24.10.16
 - 15) BO CE, 2018,p.226s
 - 16) BaZ, 8.8., 13.8.20; BLZ, 14.8.20; BaZ, 21.8., 22.8., 25.8.20; BLZ, BaZ, 1.9.20; BaZ, 4.9., 9.9.20; BLZ, BaZ, 26.10.20
 - 17) BaZ, 20.12.83; NZZ, 27.12.83, 31.1.84; TA, 14.1.84.
 - 18) NZZ, 17.1.84, 2.2.84, 21.2.84; BaZ, 30.1.84, 1.2.84, 2.2.84, 23.2.84, 27.2.84, 28.2.84, 7.3.84, 11.7.84; TA, 31.1.84, 2.2.84.